

**Vendredi 9 avril 2021 :**

Alors, ENA ou pas ENA ?

L'annonce de la suppression de l'École nationale d'administration par Emmanuel Macron, hier, a tout de la mauvaise réponse à un faux débat.

Demain, comme avant-hier, la France aura toujours besoin d'une haute administration et de pouvoir la former.

A telle enseigne que l'ENA sera remplacée par un nouvel établissement... "l'Institut du service public (ISP)"

Aussi, à qui Emmanuel Macron veut faire croire que ce tour de passe-passe va mettre fin à la culture de l'entre-soi alors qu'il en est un pur produit ?

La démagogie et les clichés populistes ne font pas une politique sérieuse et cohérente !

La suppression d'un symbole de l'élite française et son remplacement par une nouvelle école - prétendument plus ouverte à la diversité - ne satisfera que les adeptes du café du Commerce ou quelques Gilets jaunes.

Mais elle ne résoudra rien aux problématiques de fond, qu'il s'agisse des rouages grippés de l'ascenseur social ; de l'architecture de l'administration centrale ou des pesanteurs de la bureaucratie, montrée du doigt dans la gestion calamiteuse de la crise sanitaire.

Écrit par Christophe

Vendredi, 09 Avril 2021 09:52 - Mis à jour Vendredi, 09 Avril 2021 09:59

---

D'autant que, contrairement aux idées reçues, l'ENA n'est pas responsable des plans de carrière des hauts-fonctionnaires car la gestion des carrières n'est pas un problème d'énarque mais d'organisation et de méthodes de fonctionnement de l'État...

Telle que voulue par De Gaulle et Debré, l'ENA était l'assurance de disposer de « *serviteurs recrutés et formés de manière à constituer un corps valable et homogène dans tout l'ensemble de la fonction publique* »□

(CDG, Mémoires de guerre - Le Salut, 1944-1946), sans népotisme.

Alors, d'aucuns diront que cette mission originelle a été dévoyée et que cette institution, élitiste et technocrate, est trop éloignée du terrain.

Mais supprimer l'ENA, alors qu'elle s'est profondément transformée après de nombreuses réformes, tant dans le recrutement (*les nouvelles promotions sont très diversifiées*) que dans la formation, est une erreur grave.

Il n'y a là aucune volonté de défendre un corps dont je serais issu puisque ce n'est pas le cas. Mais il y a mieux à faire que se lancer dans ces grandes manœuvres préélectorales destinées à s'exonérer de ses propres responsabilités dans les échecs successifs du quinquennat.

Car, personne n'est dupe sur le timing de cette annonce qui est tout sauf improvisée. Le gouvernement a jusqu'au 7 juin pour déposer une ordonnance qu'il n'aura pas besoin de faire ratifier par le Parlement ; le but est donc bien que cette réforme s'applique avant la fin du mandat pour pouvoir capitaliser dessus.

Cela donne le la de la campagne du petit père du peuple - pardon président - sortant dont l'exercice du pouvoir aura été le plus solitaire de toute la Vème République !